



# Programme du PSVr

Le parti socialiste du Valais romand propose, à travers le programme amendé par les membres et approuvé lors du Congrès du 1<sup>er</sup> avril, une liste de mesures pour concrétiser sa vision politique. Ce programme ne vise pas à être exhaustif, mais à mettre en avant par quels moyens concrets la politique peut agir pour améliorer le quotidien des gens en Suisse.

Ce programme pour les élections fédérales 2023 peut être lu dans son intégralité sur le site du PSVr en cliquant sur le QR code ci-contre.



Le PeupleVS revient sur les axes principaux énoncés sous forme de mesures concrètes.



## Pour renforcer le pouvoir d'achat

Nous voulons :

- Indexer les rentes et les salaires. Ceux-ci doivent être indexés à l'inflation pour empêcher le salaire réel de diminuer. Travailler autant pour gagner moins n'a pas de sens dans une société prospère comme la nôtre.
- Plafonner les primes d'assurance-maladie (10%). Avec notre initiative d'allègement des primes, nous voulons qu'aucun ménage ne consacre plus de 10% de son revenu pour payer les primes d'assurance-maladie.
- Instaurer un salaire minimum. Il est particulièrement insoutenable d'admettre qu'au sein d'un pays riche, des personnes travaillant à 100% ne parviennent pas à joindre les deux bouts en fin de mois. En outre, les salaires minimaux légaux priment sur les salaires conventionnels le cas échéant.
- Mieux vivre à la retraite. Prioriser et renforcer le 1<sup>er</sup> pilier, garant de la retraite par répartition. Il faut notamment revoir l'équilibre entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> pilier, par exemple en transférant des points de cotisation de la LPP vers l'AVS.
- Rendre les places de crèches abordables et disponibles. En moyenne, les pays de l'OCDE dépensent 0.8% du PIB pour la tranche d'âge de 0 à 3 ans, les pays scandinaves jusqu'à 2% et la Suisse seulement 0.1%. L'initiative pour les crèches du PS permettra de maintenir une pression sur l'assemblée fédérale en faveur du projet de loi pour un subventionnement fédéral.

## Pour développer l'État social

Nous voulons :

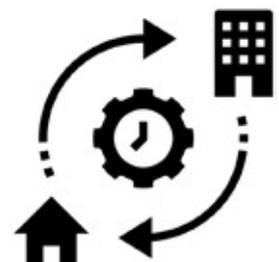
- Mettre le système de santé en mains publiques. Les privatisations et l'orientation vers les profits du système de santé ont des conséquences catastrophiques sur le personnel soignant et la qualité des soins. Des hôpitaux en mains publiques garantissent l'accès de toutes et tous à des soins appropriés. En ce sens, il faut introduire en Suisse une véritable législation de santé publique, en complément de la LaMal.
- Élargir les allocations d'études. Nous voulons un élargissement du système qui détermine les bénéficiaires d'allocation d'études et l'augmentation des montants alloués.
- Une 13<sup>e</sup> rente AVS. Un moyen efficace de redonner du pouvoir d'achat à nos aîné-es est l'instauration d'une 13<sup>e</sup> rente AVS. Une initiative que nous soutenons a été lancée en ce sens par l'USS.
- Instaurer une assurance générale de revenu. La création d'une assurance générale du revenu pour remplacer et renforcer l'ensemble des assurances et prestations sociales de manière efficace et à moindre coût.
- Récolter des données sur la pauvreté en Suisse afin de mieux la combattre. Alors que le Conseil fédéral et le Parlement viennent de décider, en 2022, la réalisation d'un monitoring sur la pauvreté par l'OFAS, cette décision est contestée. Nous nous engageons pour que la Confédération puisse rester active dans ce monitoring en poursuivant le travail de la plateforme nationale de prévention de la pauvreté.



## Pour améliorer les conditions de travail

Nous voulons :

- Développer l'assurance chômage. Elle doit offrir un filet de sécurité solide



à toutes les personnes sans travail, garantir le revenu et veiller à ce que celles et ceux qui le souhaitent puissent trouver un emploi décent, par le biais d'une politique active de promotion du travail.

- Passer à six semaines de vacances. Le temps libre et l'épanouissement personnel sont des éléments indispensables à une société saine.
- Protéger les gens des souffrances psychiques au travail. Nous voulons accompagner les personnes qui souffrent d'invalidités psychiques, notamment par des projets de prise en charge.
- Diminution du temps de travail sans baisse de salaire.
- Maintien et extension des mesures mises en place dans le cadre de la libre circulation des personnes pour lutter contre le dumping salarial.
- Extension du système de badges à toutes les branches sur le modèle mis en place par le Valais.

### Pour établir un système de santé solidaire



Nous voulons :

- Mettre en œuvre rapidement l'initiative sur les soins. La mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers, acceptée en novembre 2021 par le peuple et les cantons à 61 %, doit être rapide et forte.
- Créer une industrie pharmaceutique d'Etat. C'est grâce à la recherche, financée par l'Etat, que le développement de nouveaux médicaments peut se faire. Leur production doit être publique, afin d'en contrôler efficacement les prix et d'arrêter de faire du profit sur le dos de la santé des gens.
- Instaurer une caisse maladie unique et publique. Nous avons besoin d'une caisse maladie unique et publique, avec des primes liées au revenu, orientée vers l'universalité et la couverture de prestations et non plus vers le profit.
- Lutter contre la pénurie de médecins. Nous voulons soutenir les réseaux de médecins et les cabinets de groupe, les hôpitaux régionaux et les services d'aide et de soins à domicile. Il faut aussi une offensive en matière de formation, notamment en augmentant les places dans les universités.

### Pour créer un tourisme d'avenir

Nous voulons :

- Soutenir les projets de liaisons câblées plaine-montagne. La mobilité est un enjeu majeur des années à venir pour le Valais. Les projets de liaison par câble entre la plaine et la montagne sont un atout de poids, tant pour la population que pour le tourisme, qu'il convient de développer dans le respect des limites imposées par la préservation des espaces naturels.
- Instaurer un programme d'aide pour l'accès au sport et à la culture. Nous proposons une aide de la Confédération pour favoriser l'accès à toutes les offres culturelles et sportives, pour tout le monde.
- Mettre en place des conditions de travail dignes dans le domaine de l'hôtellerie. Trop d'emplois saisonniers sont sous payés et ne permettent pas de subvenir aux besoins d'une famille. En ce sens, il faut augmenter massivement les salaires dans ce secteur d'activité.
- Encourager l'agritourisme. Les aides doivent être renforcées afin de permettre aux agriculteurs/agricultrices de dégager des revenus supplémentaires et de permettre le partage d'expérience de l'agriculture.



### Pour lutter contre la crise climatique et garantir la sécurité de l'approvisionnement

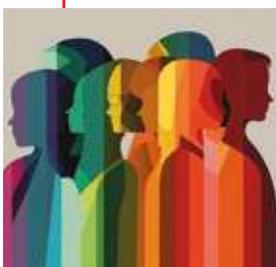
Nous voulons :

- Mettre en place un fonds pour le climat. Le Parti socialiste et la Jeunesse socialiste ont chacun lancé une initiative pour un fonds climat, afin que la Suisse puisse investir publiquement et massivement dans le renouveau écologique du pays.
- Créer une place financière tournée vers l'avenir. Il faut mettre un terme aux investissements désastreux de la finance suisse, et garantir un cadre financier qui permet d'investir dans l'avenir plutôt que dans la destruction de l'environnement. Une initiative fédérale est en cours de préparation à ce sujet. En la matière, la fortune du 2<sup>e</sup> pilier, d'environ 1200 milliards, représente un potentiel énorme.
- Renouveler le parc énergétique privé. Nous voulons soutenir les particuliers et les entre-



prises à se tourner vers des sources d'énergie écologiques, à travers des programmes de remplacement des anciennes installations de chauffage ou aides à l'installation de panneaux solaires.

- Aider l'agriculture à se transformer. La transformation de l'agriculture ne sera possible qu'en investissant dans sa transition vers des modes de production plus respectueux de l'environnement, sans aucune détérioration de leurs conditions de vie. En outre, nous nous engageons à faire pression sur les distributeurs afin qu'ils développent des modèles d'affaire permettant aux paysan·nes de s'en sortir financièrement.
- Rendre les transports publics gratuits. Nous voulons décarboniser la mobilité, en renforçant la mobilité douce, en rendant les transports publics gratuits et en développant les lignes régionales.
- Accueillir les sites de production industriels potentiellement les plus dangereux. Avec sa législation en matière de protection de l'environnement et de protection de la santé des salarié·es, la Suisse est le pays au monde où de telles industries peuvent se développer tout en minimisant les risques en matière d'environnement et de santé du personnel. Nous devons saisir cette opportunité pour développer la place industrielle en Suisse.
- Mettre sur pied des nouvelles formations permettant d'accompagner la transition écologique. A ce jour, nous manquons de personnel de qualité dans les métiers nécessaires à assurer la transition écologique. Ce déficit doit être comblé rapidement par la création de filières de formation.



### Pour garantir l'égalité entre les genres

Nous voulons :

- Mettre en place une représentation équilibrée. Nous nous battons pour garantir une représentation équilibrée femmes-hommes dans l'administration et les organisations soutenues par la Confédération. Des objectifs doivent également être fixés pour le privé.
- Mieux protéger les salaires. Nous exigeons une révision rapide de la loi sur l'égalité salariale qui impose des contrôles à l'ensemble des entreprises et qui contient des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous voulons la mise en place d'une protection sa-

lariale efficace pour les femmes, notamment en renforçant la mise en œuvre de la Charte pour l'égalité salariale dans le secteur public et en l'appliquant également aux entreprises subventionnées.

- Permettre de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle. Nous voulons instaurer un congé parental de 8 semaines supplémentaires et une meilleure protection contre la discrimination pour les jeunes parents, ainsi que des conditions cadres permettant un plus grand nombre d'emplois à temps partiel, en particulier pour les pères. Le programme de la Confédération doit être soutenu, et se décliner dans une action conjointe entre elle et les cantons et les communes, afin d'éviter leur désengagement.
- Renforcer les mesures contre la violence domestique. Nous demandons plus de places d'hébergement et d'accompagnement des victimes et des enfants, mais également un meilleur suivi des auteurs et des formations plus poussées pour les acteurs du terrain. La police doit aussi se doter de dispositifs de signalement plus appropriés et former davantage ses effectifs au respect et à l'accompagnement des victimes.

### Pour une fiscalité plus solidaire

Nous voulons :

- Renforcer la progressivité de l'impôt. Les plus riches doivent participer à hauteur de leurs moyens et l'imposition ne doit pas être source de précarité pour les classes moyennes et populaires. Nous voulons rendre l'impôt encore plus solidaire.
- Lutter efficacement contre la fraude fiscale. La mise en place d'outils de répression féroce et de tolérance zéro contre les fraudeurs fiscaux fortunés et l'évasion fiscale des grandes entreprises est une nécessité absolue. La Suisse doit s'engager plus fortement à l'international pour lutter contre cette criminalité planétaire.
- Imposer correctement les grandes entreprises et les multinationales. Cette imposition doit être harmonisée pour que les cantons n'aient plus à jouer le jeu de la concurrence fiscale. Nous soutenons également un seuil d'imposition minimum au niveau international qui soit correct et dont les recettes supplémentaires soient reversées à la population sur place.



- Supprimer les forfaits fiscaux. Cette forme de taxation permet aux personnes les plus riches de fuir leurs responsabilités en désertant leur pays. La Suisse n'a pas à les abriter.
- Mettre un terme à la course à l'optimisation fiscale dans le 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pilier. La majorité de droite du Parlement met régulièrement sur la table des projets visant à élargir le cercle et les instruments d'optimisation fiscale des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> piliers. Ces mesures sont indécentes et participent à la destruction de la solidarité dans la prévoyance tout en grevant les caisses. Nous nous opposons fermement à cela.

### Pour mettre fin à toutes les discriminations

Nous voulons :



- Garantir un accueil humain. Il faut évaluer rapidement et de manière plus humaine, l'octroi ou le renouvellement des permis L, B ou C, ainsi que les demandes de permis B à titre humanitaire.
- Intégrer de manière solidaire. Il faut soutenir et financer l'accès aux mesures d'intégration et d'insertion à tous les groupes de personnes migrantes sans distinction du type de permis.
- Donner le droit de vote aux étranger·ères. Donner le droit de vote aux personnes migrantes au bénéfice d'une autorisation d'établissement au niveau communal et cantonal signifie une meilleure participation démocratique et une meilleure intégration locale.
- Faciliter les naturalisations. Les procédures sont longues, bureaucratiques et fastidieuses. Il faut les raccourcir, les simplifier et les unifier au niveau national pour permettre aux nouveaux citoyen·nes de s'intégrer rapidement.
- Assurer à toutes et à tous le droit de vivre librement leur culture. Le droit de pratiquer sa culture est un droit qui doit être garanti. Intégrer ne signifie pas effacer son passé culturel comme c'est encore trop souvent la volonté des stratégies d'intégration actuelles.
- Pour l'intégration des normes antidiscriminatoires dans le droit civil. Actuellement, seul le droit pénal punit les crimes à caractère raciste et discriminatoire. Cela exclut de facto tous les autres aspects de la vie civile dans lesquels les citoyen·nes peuvent subir des discriminations.

### Pour donner une place à toutes et tous

Nous voulons :

- Lutter contre la précarisation de l'accès au logement pour les senior·es. Après avoir travaillé toute une vie, il doit être possible de vivre dignement, dans un logement convenable. Nous luttons pour une politique d'acquisition de logements protégés à des prix abordables. La Confédération doit également donner un nouvel élan pour une stratégie nationale en matière de logement, pour les personnes âgées ou en situation de handicap, afin de renforcer les soins et soutiens à domicile.
- Encourager la participation communautaire des senior·es. Nous voulons donner accès à des activités et des opportunités qui renforcent les liens sociaux des senior·es, ainsi que leur bien-être, tout en profitant à l'ensemble de la société.
- Former et soutenir les proches aidants. Nous devons offrir aux proches aidants des programmes de formation et de soutien psychologique afin de les aider à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.
- Accompagner tout au long de la vie. Nous voulons mettre en place des solutions centralisées pour l'écoute et l'accompagnement de toutes les personnes qui en besoin et qui font face aux grands changements qui accompagnent le départ à la retraite, le passage à la vie adulte, le chômage.



### Le Dico romand

**Potringueur :**  
**pharmacien, médecin**  
**ou rebouteux, celui qui**  
**prépare ou fait prendre**  
**des médicaments,**  
**des potions.**